Journal de la Société des américanistes

Journal de la Société des américanistes

102-2 | 2016
102-2

Une première route dans le Transkutukú, terres jivaro. Quelques remarques sur le rapport entre ethnicité, territoire et développement économique au temps de la Révolution citoyenne (Équateur)

Grégory Deshoullière

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/jsa/14823
DOI : 10.4000/jsa.14823
ISSN : 1957-7842

Éditeur
Société des américanistes

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2016
Pagination : 207-234
ISSN : 0037-9174

Référence électronique
Grégory Deshoullière, « Une première route dans le Transkutukú, terres jivaro. Quelques remarques sur le rapport entre ethnicité, territoire et développement économique au temps de la Révolution citoyenne (Équateur) », *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], 102-2 | 2016, mis en ligne le 26 janvier 2017, consulté le 03 septembre 2022. URL : http://journals.openedition.org/jsa/14823 ; DOI : https://doi.org/10.4000/jsa.14823

Tous droits réservés

Chronique

Une première route dans le Transkutukú, terres jivaro.

Quelques remarques sur le rapport entre ethnicité, territoire et développement économique au temps de la Révolution citoyenne (Équateur)

Grégory Deshoullière *

Mi-août 2015, dans les avenues de la ville de Macas, plusieurs centaines de Shuar et Achuar de Taisha occupèrent les principaux édifices de l'administration publique, à commencer par le siège du gouverneur de la province de Morona Santiago dont ils demandèrent la démission. Un peu plus tôt, près du terminal de bus, une cinquantaine d'hommes le visage peint au genipa ou camouflé d'une écharpe aux couleurs du parti Pachakutik (MUPP) exécutèrent, lances et fusils au poing, des *anemat*, ces fameux dialogues cérémoniels jivaro qui précédaient autrefois une expédition guerrière[1]. Autour de Macas, les principaux axes routiers furent bloqués à plusieurs reprises par des manifestants – hommes, femmes et enfants – qui scandaient devant les caméras des journalistes « Ce peuple est guerrier ! » et « Correa dehors ! » Ne se joignant que partiellement au mouvement de protestation des organisations intersyndicales et pan-indigènes qui avaient alors lancé une marche vers Quito[2], les Shuar exigeaient du gouvernement central l'octroi au préfet de Morona Santiago d'un permis environnemental pour la construction d'une route, l'annulation des poursuites judiciaires à son encontre et l'abandon des projets extractivistes dans la province. Pendant les cinq jours que dura l'occupation jivaro de Macas, les policiers firent usage d'une violence ciblée peu significative, les affrontements tournant généralement à l'avantage

* EHESS/Laboratoire d'anthropologie sociale, 3 rue d'Ulm, 75005 Paris [g.deshoulliere@inventati.org].

1. J'utilise le terme « Jivaro » dans le sens qui lui est habituellement donné dans la littérature scientifique : il désigne l'ensemble des groupes (Shuar, Achuar, Awajun, Wampis et Shiwiar) qui parlent des dialectes apparentés et qui manifestent, par ailleurs, une unité culturelle. En Équateur, ce terme a le plus souvent dans le langage ordinaire une forte connotation péjorative. Il n'est donc jamais utilisé comme ethnonyme.

2. Les divers mouvements sociaux impliqués dans les manifestations d'août 2015 exigeaient l'archivage des amendements constitutionnels ouvrant la voie à une troisième réélection du président de la République, le libre accès des jeunes à l'université (en vue de nouveaux examens d'entrée), la révision de la loi sur les terres et un appui financier plus important au système d'éducation interculturelle bilingue.

Journal de la société des américanistes, 2016, 102-2, p. 207-234. © Société des américanistes.

des Indiens. Ces événements inattendus tranchaient nettement avec les défilés policés des groupes folkloriques shuar que cette ville du sud-est d'Équateur aime voir passer dans ses rues lors de ses festivités. Mais le 21 août, devant l'arrivée à Macas d'un millier de soldats et d'équipements militaires lourds (hélicoptères, camions blindés), et parce que les autorités avaient répondu positivement à leur exigence d'un dialogue public avec les ministres de l'Environnement et de l'Intérieur (dialogue qui n'aura en fait jamais lieu), les Achuar et Shuar de Taisha décidèrent de se retirer pacifiquement de Macas. Quelques jours plus tard, des listes de leaders ayant participé aux mouvements de protestation étaient placardées sur les portes des établissements policiers de la ville : ils étaient menacés de poursuites judiciaires[3].

Mi-janvier 2016, au nord-est du canton Taisha, dans la même province de Morona Santiago, deux cents policiers anti-émeutes surarmés empruntèrent la toute récente route qui traverse la zone afin de prendre le contrôle de deux pelleteuses de la préfecture provinciale. S'ensuivirent à quelques pas de la mission évangéliste de Makuma de violents affrontements entre policiers et Shuar, et la capture par les Shuar d'un peloton de l'armée de terre venu en renfort[4]. Le président de la fédération shuar NASHE expliqua la détention du peloton en ces termes : « Ils n'ont aucune autorisation pour entrer dans ce secteur ». Désarmés sans heurt dans les locaux de la NASHE, les soldats furent sommés d'exécuter des travaux communautaires sur la piste d'atterrissage avant d'être invités à partir à la fin de la journée. Les deux cents policiers bloqués dans leur avancée se retirèrent eux-aussi en abandonnant les machines de construction là où elles se trouvaient déjà : en bout de route, face au dernier tronçon de forêt qui sépare la bourgade de Taisha du réseau routier national. Les communautés de la paroisse de Makuma se déclarèrent en alerte et formèrent un groupe en charge de surveiller la route qu'ils nommèrent « la corporation Jurijuri[5] ». Quelques

3. Ces menaces se sont concrétisées en avril 2016 avec une « audience de formulation de charges » portant l'accusation de « paralysie des services publics » à l'encontre de sept leaders, dont le président de la fédération shuar FICSH et l'ex-président de la fédération achuar NAE (Bulletin de presse de la CONAIE, 22 avril 2016, http://conaie.org/2016/04/22/dirigentes-nacionales-amazonicos-y-bases-de-pueblos-y-nacionalidades-indigenas-judicializados-por-resistir/, consulté le 02/05/2016).

4. Étrangement le lieutenant en charge de ce peloton justifia sa présence à Makuma non en termes de renfort mais « d'erreur » : « C'est par erreur que l'aéronef dans lequel nous voyageons nous a laissé dans ce secteur, nous, nous allions voyager le lendemain à Logroño, nous ne savons pas pour quel motif l'hélicoptère nous a laissés ici… » (*Ecuavisa*, 22 janvier 2016, http://www.ecuadorinmediato.com/index.php?module=Noticias&func=news_user_view&id=2818795173&umt=40_militares_fueron_retenidos_en_comunidad_macuma_morona_santiago, consulté le 02/05/2016).

5. Jurijuri désigne une classe de monstres issue du corpus mythologique régional. On remarquera que dans les récits mythologiques jivaro ces monstres ont souvent une apparence de conquistador espagnol ou de soldat équatorien, en même temps qu'ils incarnent une

Fig. 1 – Les affrontements contre les forces armées du gouvernement se font rarement à visage découvert (photo de X. Tiwi, 2015).

Fig. 2 – L'occupation de Macas a été l'occasion de mettre à l'épreuve les solidarités guerrières (photo de X. Tiwi, 2015).

jours plus tard, les pelleteuses étaient réquisitionnées et déclarées « machines du Peuple » par les assemblées de Makuma. Une « *minga*[6] plurinationale du peuple de Taisha » était décidée et une délégation du préfet de Morona Santiago était officiellement invitée à venir y participer. Trois jours auparavant, lors d'une courte intervention devant des journalistes et des sympathisants de Macas, le préfet réitérait sa détermination à construire cette route :

> Je ne me découragerai pas dans la défense des droits de mon peuple. Je ferai mes meilleurs efforts. Ici nous sommes rassemblés et hier je l'ai dit : parmi le peuple shuar, les Shuar savent cela, ils ne se sont jamais agenouillés, pas même devant un *arutam*[7] ! Je ne vais m'agenouiller devant personne, je vais lutter fermement parce que mon peuple a besoin de cette route et nous allons terminer de la construire par tous les moyens, même si c'est comme le peuple de Taisha l'a dit, avec des bâtons, avec des pics, avec des lances !

À l'origine de ces rapports de force se trouvent deux moments historiques pour les Shuar. Le premier est la construction de la route Ebenezer-Makuma-Taisha qui connectera au reste du pays le canton de Taisha (zone aussi appelée « Transkutukú »), là où se sont établis ceux que les jivarologues désignent comme les « Shuar de l'intérieur », ainsi qu'une partie des Achuar d'Équateur. Cette route contribuera à réduire le contraste régionalement très marqué entre la frange urbanisée des vallées du piémont andin et la région rurale et faiblement peuplée de Taisha, de l'autre côté de la cordillère du Kutukú, composée pour l'essentiel de petites communautés[8]. Le second moment historique est la décision récente du gouvernement d'étendre la frontière extractiviste à la région sud

terrifiante dualité avec à l'avant un visage souriant et à l'arrière de la tête une abominable dentition prête à saisir ses proies (Pellizzaro 1978, p. 102-125 ; Mader 1999, p. 144).

6. La *minga*, institution typique des Andes équatoriennes, désigne des travaux communautaires, de caractère obligatoire, organisés à l'initiative des autorités. Les Shuar ont adopté cette pratique en même temps qu'ils adoptèrent la forme d'organisation communautaire (à travers la formation de communautés appelées *centros*).

7. Le préfet fait référence à un rituel encore très pratiqué dans la région de Taisha, connu dans la littérature ethnographique comme « la quête de vision d'esprits *arutam* », qui vise l'incorporation d'un principe immatériel s'incarnant dans le fantôme d'un antécédent, au cours de visions induites par de puissants psychotropes. Généralement, pour un homme, les motifs des visions sont des animaux, des personnages ou des éléments météorologiques terrifiants qu'il s'agit pour le novice d'affronter en maîtrisant sa peur.

8. Définie comme canton en 1996, la zone que l'on désigne localement comme « Transkutukú » s'étend sur 616 607 hectares et forme un triangle limité à l'ouest par la cordillère Kutukú et au nord-est par le fleuve Pastaza. La frontière avec le Pérou marque la limite sud. En 2015 la région se compose officiellement d'une petite zone urbaine – la capitale cantonale Taisha – et d'environ 170 communautés réparties dans cinq paroisses : Makuma, Taisha, Tuutinentsa, Pumpuentsa, Huasaga (GAD Municipal del cantón Taisha 2015). La capitale Taisha, en voie d'urbanisation, centralise le pouvoir administratif et militaire du canton et sert de relais à travers sa grande piste d'atterrissage aux activités commerciales entre Macas et les communautés.

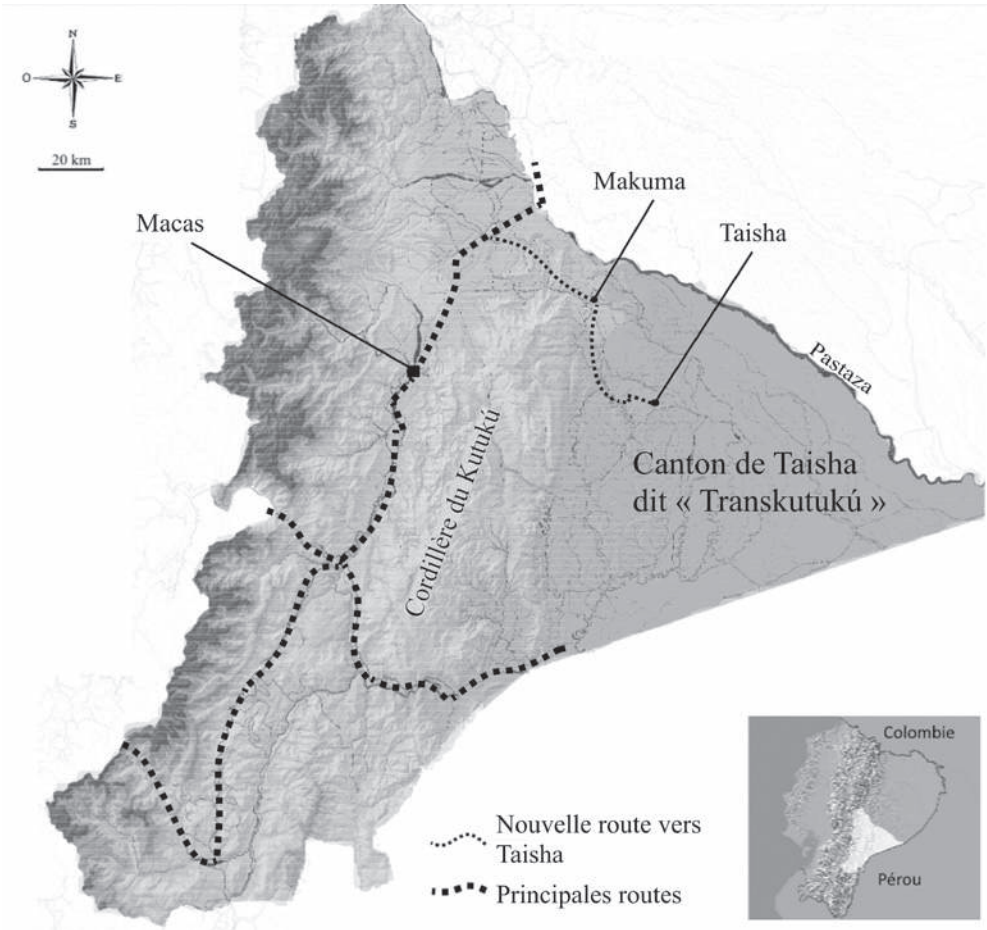

Fig. 3 – Situation des lieux mentionnés,
province de Morona Santiago (mars 2016).

de l'Amazonie équatorienne, qui s'est traduite en 2012 par le lancement de la 11e consultation pétrolière. Celle-ci s'est notamment conclue avec l'attribution du bloc 28 au consortium PetroAmazonas, ENAP et Belorusmelt et, en 2015, avec la projection d'exploration sismique et de développement infrastructurel de sept blocs situés au cœur du canton de Taisha[9]. L'exploitation d'hydrocarbures à Morona Santiago – actuellement seule province de l'*Oriente* équatorien sans

9. D'après le *Catálogo de inversiones de los sectores estratégicos 2015-2017* publié à Quito en 2015 par le Ministro Coordinador de Sectores Estratégicos d'Équateur.

installation pétrolière active – marquerait un tournant dans cette région qui s'était jusqu'à présent dédiée à la production agricole paysanne et à l'élevage bovin.

Ce texte aborde quelques-unes des circonstances à l'origine des événements d'août 2015 et de janvier 2016. Nous esquissons pour cela une analyse des rapports complexes qui se sont institués dans la région entre les différentes instances de représentations shuar et gouvernementales, ainsi que certains processus historiques ayant participé à leur émergence. La description concerne avant tout les Shuar de l'intérieur dont les deux principales organisations sont la Nacionalidad Shuar del Ecuador (NASHE) et la Federación Interprovincial de Centros Shuar (FICSH). Sont donc exclus de l'analyse les Shuar de la vallée de l'Upano et de la cordillère du Condor, ainsi que les Achuar qui connaissent des processus d'intégration et d'organisation distincts et dont la participation aux évènements décrits ci-dessus est moindre.

L'élection en 2006 d'un gouvernement socialiste soutenu par de nombreux mouvements sociaux et l'adoption deux ans plus tard d'une nouvelle constitution établissant le caractère « plurinational » et « interculturel » du pays ont reconfiguré les relations entre État, capital et organisations amérindiennes. De ces « années Correa » (Rafael Correa ayant été réélu président en 2013), il est souvent fait un constat partagé entre d'un côté une amélioration des conditions de vie des Amérindiens et l'établissement d'une législation inclusive et progressiste, et, d'un autre côté, une perte d'autonomie des organisations amérindiennes et l'extension des activités extractivistes comme principal moteur du développement rural (voir par exemple Martínez Novo 2014). En redonnant un rôle central à l'État dans la planification et le développement, l'auto-désignée « Révolution citoyenne » s'est heurtée directement aux intérêts des organisations amérindiennes sur les questions économiques, territoriales et environnementales. Le conflit autour de la route Ebenezer-Makuma-Taisha est peut-être un des exemples les plus flagrants de cette difficulté à construire un projet commun.

Un front de colonisation convoité

Commencée en 1992[10], la construction de la route vers le Transkutukú a été interrompue à de multiples reprises, bien qu'elle n'ait cessé d'apparaître

10. Mais le tracé de cette route a été imaginé au moins depuis le début des années 1980 (voir Mancheno *et al.* 1984 ; Moncayo *et al.* 1987, p. 29). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici comment commença la construction de la route : en 1962, un « grand homme » *(uunt)* vivant sur la bordure ouest de la cordillère du Kutukú confia une centaine d'hectares aux missionnaires évangélistes dans le but d'augmenter son prestige en s'appropriant les biens et le pouvoir liés à une nouvelle forme d'organisation sociale (une communauté villageoise). Un an plus tard une petite école est fondée et Joaquín Estrella, un jeune professeur issu d'une des familles traditionnelles de macabeos (métis de Macas), vint y enseigner quelques mois de l'année sur l'invitation des missionnaires américains. De cette expérience de professeur,

chaque année comme une priorité pour les autorités cantonales de Taisha. Ces dernières espèrent que les habitants du canton cesseront d'être tenus à l'écart des transactions marchandes, des grandes infrastructures de santé, d'éducation et d'administration qui sont majoritairement concentrées dans la capitale provinciale[11]. Bref, il s'agirait, pour les élus, d'en finir avec le singulier isolement de la région qui, sans accès routier, n'offre pas les mêmes perspectives de développement infrastructurel et économique que les autres cantons.

L'insularité de Taisha est d'abord due à la cordillère du Kutukú qui sépare les vallées du piémont andin de la Haute Amazonie. Par le passé cette barrière naturelle a freiné l'immigration paysanne qui s'amplifiait à l'ouest dans les vallées de l'Upano, du Namangoza et du Zamora au fur et à mesure que des routes connectaient ces régions avec les villes andines. Cette colonisation paysanne avait provoqué dès les années trente un mouvement d'émigration shuar, ces derniers fuyant le front de colonisation pour venir s'installer de l'autre côté de la cordillère du Kutukú, obligeant par ailleurs les Achuar de la région à se déplacer plus à l'est. Dans un premier temps, les Shuar trouvaient dans l'isolement géographique du Transkutukú un moyen de perpétuer l'idéal d'autarcie sociale et productive qui caractérisait le fonctionnement de l'unité domestique jivaro. À l'exception de deux missions alors peu influentes et installées aux deux extrémités de la cordillère du Kutukú – un couple de la Gospel Missionary Union au nord, entre le Pastaza et le Makuma, et une poignée de missionnaires salésiens au sud, sur les rives du Yaupi, cette région n'avait pas connu d'installation non indienne durable autre que de toutes petites garnisons militaires itinérantes jusqu'à la fin des années cinquante. À partir de cette période deux mini-foyers de colonisation apparurent autour de bataillons de l'armée

---

Estrella conserva de bonnes relations avec ses élèves et certains chefs de famille, au point d'acheter une parcelle de terrain sur ces terres, la communauté n'ayant pas de titre collectif de propriété. Ses parcelles, pour la plupart dédiées à l'élevage bovin, furent réclamées à plusieurs reprises par des habitants de la zone sans que Joaquín Estrella ne soit jamais vraiment mis en danger. La réussite de ce dernier au sein des administrations provinciales (il fut gouverneur puis préfet) lui assurait un certain prestige auprès de la communauté, la plupart des habitants voyant en lui une source de richesses et un puissant allié capable de capter des ressources financières pour le développement de la zone. C'est sous le mandat préfectoral de Joaquín Estrella que le premier tronçon de la route Ebenezer-Makuma-Taisha fut construit en 1992 pour atteindre quelques années plus tard les abords de ses parcelles de terrain, ouvrant, par ailleurs, la voie à un foyer de colonisation de paysans pauvres qui vinrent fonder le peuplement de Ebenezer quelques kilomètres avant la cordillère du Kutukú.

11. Cela pourrait se résumer par une formule que l'actuel maire de Taisha confia à un journaliste de la presse nationale : « Sans la route, il n'y a pas de développement, il n'y a pas de santé, il n'y a pas d'éducation » (*La Hora*, 24 août 2015). Il faut toutefois relativiser ce point de vue. Il semblerait, par exemple, que les Shuar de la région de l'Upano, où les communautés ont souvent accès au réseau routier, connaissent des difficultés de subsistance bien plus importantes que ceux de Transkutukú (Rudel *et al.* 2013, p. 181).

équatorienne : Campo Taish sur les rives du Wampim'[12] où se fonda une mission salésienne, et la coopérative bovine San José de Morona, à la frontière avec le Pérou. Quant aux autres missions, elles gagnaient en influence, avec notamment à Makuma l'installation d'importants moyens technologiques (installation électrique, local de soin, etc.) et à Yaupi l'agrandissement de l'internat pour jeunes et la conformation de petites communautés autour de la mission. Même si le nombre de colons était resté très limité, la menace que le Transkutukú ne connaisse tôt ou tard le même processus d'invasion des terres que la vallée de l'Upano rendait urgent, aux yeux des missionnaires puis de la Fédération shuar (basée dans la vallée de l'Upano), l'octroi aux Shuar et Achuar de Taisha de titres collectifs de propriété[13]. Les régimes juridiques des tenures foncières de cette période (1964-1981) liaient l'attribution d'un titre de propriété d'une terre à son exploitation agricole effective. Dans ces conditions l'élevage extensif, un dispositif de sédentarisation déjà promu par les missionnaires et valorisé par les organisations agricoles étatiques, apparaissait aux yeux des missionnaires et des nouveaux leaders de la Fédération être le seul système d'usage du sol

12. « Campo Taish » – du nom d'un homme shuar – était une petite base de prospection pétrolière de la Royal Dutch Shell Oil Corporation construite temporairement au début des années 1940. C'est à cet endroit que se trouve aujourd'hui la capitale cantonale Taisha. Les explorations de la Shell avaient aussi fourni un premier point d'entrée aux missionnaires de la Gospel Missionary Union avec le Campo Ayuí sur les rives du haut Pastaza, entre les territoires shuar et achuar.

13. La menace n'était pas imaginaire : les titres individuels de propriété des Shuar étaient facilement rachetés par des colons et pour les gouvernements de l'époque il s'agissait avec la colonisation de Taisha « d'assurer la sécurité des frontières et de maintenir l'intégrité territoriale, face à ce qui est perçu comme une politique expansionniste du Pérou, d'intégrer les richesses de l'Oriente à l'économie du pays et de permettre un drainage de l'excédent démographique de la Sierra » (Descola 1982, p. 224. Voir aussi Rubenstein 2001). Dès 1963 le Plan général de développement économique et social de la Junte nationale de planification envisageait la région Taisha-Macuma comme une « zone à coloniser » (voir carte de la Junte nationale de planification 1963, consultable dans Wasserstrom 2010, p. 20). En 1979, un décret (Decreto 3134-A) émis par le gouvernement militaire faisait de la région de Transkutukú une « réserve nationale » dont la gestion revenait au Centro de Reconversión Economíca del Azuay (CREA), un organisme régional en charge de promouvoir la colonisation pastorale depuis les Andes australes, et au Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización (IERAC), un organisme national créé pour appliquer les réformes agraires et qui défendait localement les intérêts des colons. La désignation de Transkutukú en « réserve nationale » sous tutelle de ces organismes avait clairement pour but d'empêcher les Shuar et Achuar de proclamer légalement une souveraineté territoriale sous forme de titres collectifs de propriété. Avec l'appui de missionnaires salésiens la fédération shuar FCSH réussit à faire retirer ce décret (Lettre de A. Germani à J. Botasso 1981 ; Restrepo Guzmán 1992, p. 106-108 ; Santana 1995, p. 39-40). Aujourd'hui le Transkutukú est très majoritairement jivaro. À titre d'illustration, en 2010, d'après les chiffres de l'Instituto Nacional de Estadística y Censos de Quito, dans la paroisse de Taisha, la paroisse de Transkutukú où se trouve la plus forte concentration de colons, 95,6 % de la population se déclarerait de nationalité shuar.

capable de remplir les conditions de surface d'exploitation exigées par les législations (Descola 1982, p. 226 ; Rubenstein 2001, p. 280). Ce développement de l'économie pastorale accompagna une nucléation des habitats sous forme de coopératives bovines ou directement de *centros*[14], dont la base sociologique était les nexus endogames. À partir du milieu des années soixante-dix, le nombre de *centros* augmenta rapidement en raison de l'émigration de nombreux Shuar de la vallée de l'Upano encouragés par les missionnaires et les leaders de la Fédération à développer l'élevage bovin dans les terres de Transkutukú, et ainsi protéger la région de l'immigration paysanne venue des Andes.

Les menaces d'une spoliation territoriale, une migration interne résultant de la colonisation d'une vallée voisine et des contraintes juridiques spécifiques à cette époque, en même temps que l'intégration progressive d'une dimension économique à la base du pouvoir de certains « grands hommes » (Colajanni 1984, p. 230 ; Taylor 1981, p. 120), ont donc accéléré un processus commencé par les missions, à savoir la transformation d'une zone peu peuplée, où se maintenait un idéal d'autonomie domestique organisé autour d'une production de subsistance, en une région délimitée selon des ressources à exploiter (ou à protéger), avec des frontières fixées par les lois de l'État-nation, et propice au développement d'une économie domestique intégrée à l'économie marchande, elle-même tournée vers l'exportation.

La démarcation et la titularisation des territoires collectifs sous l'administration des fédérations et de l'État se sont finalisées dans les années quatre-vingt-dix, pour comprendre aujourd'hui presque l'intégralité de la région de Taisha. Dans un même temps, plusieurs ONG et institutions publiques ont promu auprès des fédérations et des communautés des dispositifs d'« aménagement territorial » et de « gestion des ressources naturelles » selon un découpage fixe entre zones d'usage (parcelle de pâturage, de cultures, réserve forestière, réserve de faunes, etc.), aboutissant notamment à la création d'aires protégées et à divers accords de conservation environnementale sous la tutelle d'organismes internationaux ou du ministère de l'Environnement équatorien (avec des programmes comme REDD+, Socio Bosque, etc.).

Quant à l'élevage bovin, il déclina considérablement dans les nouvelles communautés du Transkutukú. Désormais les familles vivent principalement de l'horticulture, de la pêche, d'élevages de volaille, de la chasse de petits gibiers et des divers mini-projets agricoles que leur fournissent les autorités territoriales, tandis que leur participation à la vie communautaire se réduit bien

14. *« Centro »*, aussi appelé « communauté », désigne l'unité socio-politique et administrative shuar et achuar de base. Un *centro* rassemble dans un territoire légalement circonscrit entre dix et cent unités résidentielles. Sur les processus de nucléation parmi les Jivaros d'Équateur, consulter pour les Shuar : Descola (1982), Israel (1985), Rubenstein (2001) ; et pour les Achuar : Descola (1981, 1983) et López (2008).

souvent à envoyer les enfants à l'école, aux compétitions sportives et à la fête annuelle de la communauté, les familles préférant la tranquillité de leur *finca* à la proximité inconfortable des espaces villageois. Mais l'introduction des échanges monétaires et les conditions écologiques résultant de l'élevage bovin et de la sédentarisation/nucléation des habitats rendent difficile, voire souvent impossible, le seul maintien d'une économie de subsistance. À cela s'ajoute que la formation de communautés villageoises permanentes et d'infrastructures d'usage collectif (école, espace couvert, etc.) administrativement rattachées à l'État-nation, donne lieu à des besoins économiques liés non plus uniquement aux seules activités des unités domestiques, mais au *centro* comme unité politique et bien commun qu'il s'agit d'aménager et d'entretenir.

Face à cette situation, les élus des différentes instances administratives de la région encouragent l'adoption de cultures de rente (surtout de cacao et de cacahuète) et la poursuite de l'élevage bovin, notamment avec l'aide d'organismes de crédit nationaux et internationaux, continuant ainsi un modèle de production marchande orienté vers l'exportation et peu soucieux des équilibres écologiques. Aux dires des élus de la région, c'est ce modèle de développement dépendant des lois économiques de la rentabilité qui rend nécessaire la construction de routes afin de diminuer les coûts de transport et d'augmenter la marge bénéficiaire de la vente de la production agricole. Ainsi, durant ces sept dernières années sont apparues dans le canton de Taisha quelques étroites pistes carrossables en circuit fermé qui se connecteront au réseau national à l'arrivée de la route Ebenezer-Makuma-Taisha. Ce sont en premier lieu les pistes Taisha-Tuutinentsa et Taisha-Pumpuentsa qui préfigurent un réseau routier dense calqué sur les chemins reliant les paroisses entre elles. Faute de connexion avec le réseau national ces pistes sont très peu fréquentées, mais elles ont généré un grand engouement parmi les habitants qui commencent à déplacer leur résidence ou à en construire de nouvelles près des pistes, tandis que dans les projections oniriques des enfants la carrière de chauffeur de taxi vient remplacer celle de pilote d'avion.

L'environnement comme un malentendu complice

Lorsque Marcelino Chumpi, premier préfet shuar de Morona Santiago, est élu en 2009, il fait de la construction de la route Ebenezer-Makuma-Taisha la priorité de son mandat, « l'œuvre mythique de la province ». Mais tout restait encore à faire : en 2009 le tracé de la route n'en était à peine qu'à son premier quart. *A priori* les ambitions infrastructurelles des élus shuar devaient s'accorder parfaitement avec les projets du gouvernement équatorien dont l'expansion du réseau routier, « les routes de la Révolution citoyenne », avait été le cheval de bataille de la modernisation du pays. Or, depuis au moins 2011, le

gouvernement central cherche à empêcher la construction de la route à Taisha. Celle-ci ne cadrerait pas avec les mesures de conservation de l'environnement actuellement en vigueur pour ce genre d'œuvre publique[15]. Après plusieurs tentatives administratives pour en stopper la construction, le ministère de l'Environnement entama en juillet 2015 une procédure judiciaire à l'encontre du préfet au motif de « dégâts environnementaux » liés au tracé de la route dans une portion de la « forêt protectrice » *(bosque protector)* Kutukú-Shaimi, sur la frange nord du Kutukú, et pour avoir continué les travaux sans renouveler la licence environnementale du ministère de l'Environnement. C'est ce qui provoquera les mouvements de protestation des Shuar et Achuar vers Macas pendant l'été 2015. Le gouvernement central voit dans ces soulèvements une double contradiction des organisations shuar et du préfet du parti Pachakutik (MUPP) qui exigent l'argent de l'État pour construire une route dans une réserve naturelle – entraînant des trafics illégaux de bois – et dans un même temps refusent l'exploitation pétrolière au nom de la conservation de l'environnement. De leur côté les organisations et les élus shuar de la province dénoncent une décision politique destinée à affaiblir un opposant et à diviser la population. Ils ironisent à leur tour sur le double discours du gouvernement qui ne construit pas une route souhaitée par la population au nom de dégâts environnementaux qui ne sont pas encore effectifs, mais développe des projets extractivistes que la population refuse et aux conséquences écologiques largement démontrées.

En plus d'enjeux politiques pour le moins évidents – qui dans le futur pourra capitaliser des voix d'électeurs sur la construction historique de cette route, le préfet Pachakutik aux ambitions nationales et dont les rivaux dans la province ne manquent pas, ou le président d'Alianza País cherchant à déstabiliser ses opposants de gauche depuis une région au faible poids électoral ? – ce conflit illustre la tâche malaisée pour les gouvernements régionaux de concilier les exigences environnementales, notamment le fameux « droit de la nature » inscrit dans la Constitution, avec le développement de la région lorsque celui-ci est avant tout conçu de manière économique. Les routes, infrastructure récurrente des projets d'intégration au marché, et la prospection pétrolière censée les financer en sont évidemment les premiers obstacles. Le conflit démontre aussi les contradictions d'une gestion territoriale qui exige des Amérindiens l'adhésion à l'exploitation industrielle des gisements de pétrole, pour ensuite leur demander sur la parcelle voisine de protéger de toute intervention humaine le patrimoine

15. On peut consulter les déclarations officielles du ministère de l'Environnement sur les risques écologiques de la route sur son site web : http://www.ambiente.gob.ec/el-comite-de-gestion-del-bosque-kutuku-shaimi-analiza-el-impacto-de-la-carretera-sin-licencia-construida-por-la-prefectura-de-morona (consulté le 02/05/2016). Remarquons que le permis environnemental avait été concédé une première fois en 2001 au Conseil provincial de Morona Santiago, suite à la réalisation d'études de faisabilité et d'impact environnemental par le ministère de l'Environnement.

naturel de l'État. La différence du rapport à la terre qui est ici sous-entendue ne serait être mieux illustrée qu'en comparant les images produites pour la télévision par le ministère de l'Environnement et, en réplique à celles-ci, les images fournies par le service de communication de la préfecture de Morona Santiago, suite à l'intervention policière de janvier 2016. Tandis que les bureaux du ministère montrent des images prises depuis un avion, d'un point de vue surplombant la région, afin de mieux faire apparaître les zones déboisées par les travaux, la préfecture montre Marcelino Chumpi buvant l'eau des rivières qui longent la route ainsi que des plans de demi-ensemble des environs, qu'il parcourt un bâton à la main, comme pour signifier la primauté d'un point de vue situé et interagissant avec l'environnement. Reste que dans la bataille entre le président et le préfet, la nature apparaît plus comme un malentendu complice entre les deux partis qu'un sujet de droit. Arme utilisée pour justifier leur vision du développement, la question environnementale s'est logiquement transformée en cible d'accusation de mauvaise foi dans des luttes d'expertises bureaucratiques dont les ministères, les partis politiques et les organisations amérindiennes ont une maîtrise sans pareil, le langage juridique s'étant implanté dans la région comme la langue diplomatique par excellence. Cela est d'autant plus regrettable qu'il existe parmi les organisations locales mais aussi au sein des différentes instances étatiques des projets alternatifs qui se fondent sur une approche moins partielle et désocialisée de la territorialité[16].

Mais ce rapport de force pour la construction de la route semble aussi être une conséquence inattendue d'une politique publique qui voit l'application des mesures environnementales varier suivant la coopération ou non d'un groupe social à la croissance économique du pays. La rupture sur ce thème entre le gouvernement central et les différentes organisations shuar se cristallisa dès septembre 2009[17]. Le 30 de ce mois des centaines de personnes bloquèrent une des principales routes menant à Macas. Bien que la Confederación de las Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE) avait annoncé deux jours

16. Par exemple, des propositions intéressantes ont émergé autour de l'organisation du Consejo de Gobierno del Pueblo Shuar Arutam (CGPSHA) de la cordillère du Condor et des différentes organisations métisses et amérindiennes formant l'Asamblea de los Pueblos del Sur dans la province voisine de Zamora Chinchipe.

17. Même résumée, l'histoire moderne des conflits en Équateur entre organisations jivaros, multinationales extractivistes et instances étatiques dépasserait l'espace imparti à cette chronique. Et il est à craindre qu'elle se prolonge dans les années à venir, comme l'illustrent tragiquement l'assassinat fin 2014 du leader José Tendetza et les expulsions de communautés dans le canton El Pangui en septembre 2015. Certains conflits récents sont décrits dans Bjureby (2006), CEP (2003, p. 110-155), Chicaiza (2010), Escobar (2012), Figueroa (2006), Grunwald (2006), Jimbicti Pandama (2004), Latorre et Herrera (2013, p. 118-121), López Acevedo (2003, p. 99-116), López Acevedo *et al.* (2002, p. 45-58) ; Kingman (2005), Kuhn (2011, p. 46-84), Mancheno (2011), Sagal Luna et Hernández (2015), Ortiz-T. (2011), Ponce de León (2011) et Ponce García (2013).

avant de cesser les rassemblements après que le gouvernement eut promis un dialogue, la fédération shuar FICSH et la Confederación de las Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana (CONFENIAE), branche amazonienne de la CONAIE et alors présidée par un Shuar, appelèrent-elles au maintien du blocage des routes. Il s'agissait pour ces organisations d'exiger du gouvernement central l'abandon de la nouvelle loi sur les mines et les eaux[18], de déclarer la province de Morona Santiago « province écologiquement responsable » et de faire des fédérations shuar les entités de gestion des projets régionaux de développement[19]. Après trois jours de contrôle shuar du pont de l'Upano, un assaut policier appuyé par des hélicoptères de l'armée se solda par la mort du professeur shuar Bosco Wisum et par plusieurs dizaines de blessés graves dans les deux camps. Devant la menace d'une escalade de la violence – les événements tragiques du *« Baguazo »* au Pérou étaient encore dans toutes les mémoires[20] – trois ministres se rendirent à Morona Santiago pour y rencontrer les autorités des fédérations et des gouvernements locaux. Faute d'une base commune de dialogue – les ministres refusant de négocier les propositions des organisations shuar – leur venue à Morona Santiago se termina en un fiasco abondamment médiatisé[21]. S'ensuivit une réunion avec le président de la République et les représentants des organisations membres de la CONAIE dans

18. Approuvés par l'Assemblée législative le 13 janvier 2009, les articles 60, 61 et 79 de cette nouvelle loi sur les mines étaient rejetés par la plupart des organisations amérindiennes car elle offrait aux entreprises privées une trop grande liberté dans l'utilisation des ressources hydrauliques locales et l'exploration des territoires amérindiens. Voir à ce sujet Becker (2011, p. 184-189) et Latorre et Herrera (2013, p. 154-156).

19. Il faudrait aussi lier les évènements de septembre 2009 avec la décision du gouvernement la même année de mettre fin à l'autonomie du Consejo de Nacionalidades y Pueblos del Ecuador (CODENPE) et de la Dirección Nacional de Educación Intercultural Bilingüe (DINEIB), deux des institutions emblématiques de la reconnaissance d'une indépendance du mouvement indien et de la stabilisation d'une élite bureaucratique indienne dans les structures de l'État équatorien. Voir à ce sujet Martínez Abarca (2011) et Martínez Novo (2011).

20. Un soulèvement mené en juin 2009 par des Awajun et des Wampis afin d'empêcher l'adoption de décrets législatifs facilitant les activités extractivistes dans les basses terres du Pérou se termina avec plus d'une centaine de blessés et plusieurs dizaines de morts (Espinoza 2009 ; Rédaction du *Journal de la société des américanistes* 2009).

21. Suite à ces événements une commission pour déterminer la cause de la mort de Bosco Wisum avait été créée. Bien avant ses premiers résultats, le gouvernement se construisit une défense par l'attaque en désignant les représentants des organisations shuar comme les principaux responsables de la mort du professeur Wisum. Cela passa par une série de mesures judiciaires : le 17 décembre 2010, l'Instance nationale de gestion des télécommunications (CONATEL) déclara la fermeture de l'historique radio shuar *La Voz de Arutam* pour avoir émis des appels à la violence ayant entraîné la mort de Bosco Wisum. Trois dirigeants, dont Pepe Acacho, alors président sortant de la fédération FICSH et vice-président de la CONAIE, et Pedro Mashiant, le président de l'Association des juntes paroissiales de Morona Santiago, furent arrêtés et inculpés pour terrorisme, sabotage et homicide, puis innocentés et libérés quelques mois plus tard.

le palais présidentiel à Quito. C'est lors de cette désormais fameuse réception d'octobre 2009 que, dans le style combatif qui le caractérise, Rafael Correa formula à l'encontre de Pepe Acacho, le président de la fédération shuar FICSH, les principes d'une écologie punitive :

> Où dans la Constitution la Fédération Shuar peut-elle déclarer une province libre d'activité extractiviste ? Mais je suis disposé à recevoir votre requête […]. Je suis d'accord avec cette demande. Morona Santiago et la région shuar libres d'activité extractiviste. Mais de la même façon n'exigez pas l'électrification, l'eau potable, la santé, des logements, des écoles, des routes, parce que d'où est-ce que nous allons sortir l'argent ? Voilà la contre-proposition *compañero*[22] !

Autrement dit, l'investissement dans les infrastructures provinciales – comme les routes – dépendrait de la participation de la province et des organisations indigènes au budget de l'État et plus particulièrement aux activités d'extraction d'hydrocarbures[23].

Souverainetés territoriales et redistribution nationale

Si en 2006 l'arrivée de Rafael Correa à la présidence de la République rompit avec l'agenda néolibéral qui dominait depuis le début des années quatre-vingt les instances représentatives du pays, cette disqualification du néolibéralisme n'a pas signifié l'abandon de l'industrie extractiviste alors même que cette dernière est sans doute historiquement la manifestation la plus tangible des principes néolibéraux dans la région. Pour le gouvernement, à l'instar de ses alliés vénézuélien et bolivien, il s'agit d'utiliser la vente des matières premières pour financer un développement inclusif et égalitaire qui permettrait d'installer le pays dans une période de transition allant vers l'avènement à moyen terme d'une économie post-extractiviste[24]. Dans les structures de l'État ce n'est plus la nécessité ou non d'une intervention dans la relation entre capital et société qui est débattue, mais le régime de gestion publique de la redistribution[25].

22. On trouvera un extrait de ce dialogue dans le très intéressant documentaire *¿Por qué murió Bosco Wisum?* de Larrea et Laurini (2010).

23. D'autres chercheurs en arrivent à formuler la même hypothèse, par exemple Vallejo (2014, p. 126) pour l'Amazonie et Bretón (2013) pour les Andes.

24. Voir à ce sujet Latorre et Herrera (2013). En Équateur, cette politique de développement s'appuie en partie sur des accords « devise contre pétrole » avec la Chine et doit aussi être mise en perspective avec une économie dollarisée et une dette publique élevée héritée des années néolibérales.

25. Une loi adoptée en juillet 2010 augmente la part totale du gouvernement sur les profits issus de l'exploitation pétrolière de 14 à 87 %. En mai 2012 un règlement pour l'assignation des ressources aux projets d'investissement social et de développement territorial liés aux secteurs stratégiques est approuvé (Décret exécutif 1135). Ce décret établit que les ressources seront canalisées par l'entreprise publique Ecuador Estratégico et les gouvernements autonomes décentralisés (GAD, comme par exemple les juntes paroissiales).

La prise en charge des revendications socioéconomiques du « secteur indigène » dans la redistribution des richesses publiques est l'argument principal du gouvernement à l'encontre des organisations amérindiennes et des ONG s'opposant aux projets extractivistes. Pour le gouvernement central, refuser la conversion des devises du pétrole en programmes sociaux reviendrait à maintenir la région amazonienne à la périphérie du bien-être social et matériel, au nom d'une vision passéiste et exotique des sociétés amérindiennes que la majorité des Indiens eux-mêmes ne partagerait pas. C'est une façon pour le gouvernement central de se revendiquer de la volonté des peuples indigènes contre les représentants issus des organisations (fédérations et partis) qui n'obéiraient, eux, qu'à leurs propres intérêts.

Il s'agirait aussi pour le gouvernement de rompre avec le *« proyectismo »* (Bretón et Milos 2014, p. 63) typique de l'ethno-développement en vigueur pendant les années néolibérales et dont le premier rôle était tenu par des ONG et la Banque mondiale, à la faveur d'un repli de l'État vers les « seules » interventions policières. Cette volonté de prise en charge des conditions socioéconomiques des Indiens par l'État s'est formulée dans les plans nationaux du Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo avec la notion de *« buen vivir »*, traduction retenue par la Constitution de 2008 de la notion kichwa de *« sumak kawsay »* (déclinée en shuar *« penker pujustin »*) mise en avant par des intellectuels proches de la CONAIE. L'application de ce principe éthique aux contours très vagues à la *real politik* du gouvernement équatorien semble se limiter à la mise en avant du droit pour tous d'accéder à une série de biens et de services publics plutôt que de représenter une remise en question structurelle des inégalités (voir Bretón 2013)[26].

Bien que le système de redistribution national se voudrait inclusif, il n'en reste pas moins fondé sur des rapports entre instances étatiques et organisations amérindiennes au minimum problématiques. Un des points les plus contestables est qu'aujourd'hui encore l'installation d'une activité pétrolière ou minière (publique ou privée) dans les territoires amérindiens est une décision pour l'essentiel prise unilatéralement par le gouvernement et ses alliés financiers, la principale justification étant que le sous-sol est légalement la propriété de

26. Les « villes du millénium » *(ciudad del milenio)* sont peut-être la matérialisation la plus flagrante de cette politique. Leur construction fait partie d'un programme national de redistribution de la rente pétrolière aux circonscriptions les plus concernées par son exploitation. Elle consiste en une opération d'aménagement d'un ancien petit village ou d'un nouveau terrain selon un plan hippodamien, aménagement qui va de la construction de petits pavillons neufs aux tracés de routes, installation d'équipements d'assainissement, de distribution d'eau, d'électricité, de réseaux de télécommunications, ainsi que la fourniture d'électroménagers et l'édification à proximité d'établissements de services publics tels qu'un centre informatique, un centre sportif ou une école. La première ville du millénium s'est construite à Playas de Cuyabeno, sur les rives du Aguarico, dans la province amazonienne de Sucumbíos.

l'État-nation. Et si l'actuelle constitution équatorienne stipule, pour reconnaître la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qu'un processus de consultation libre et informée de la population et de ses organisations doit précéder l'exploitation des ressources naturelles se trouvant dans leurs terres, les résultats de la consultation n'ont qu'une valeur facultative, c'est-à-dire que les avis des personnes et des organisations consultées n'obligent à rien, quand bien même l'ensemble des acteurs rejetterait les propositions[27].

Dans ces conditions participer aux consultations c'est déjà reconnaître que les territoires collectifs sont négociables avec certains secteurs privés et publics. Cela entre en contradiction directe avec l'ethnogenèse shuar et les acquis historiques des organisations en matière de droits collectifs, dont l'intégrité territoriale face aux spoliations des terres a été l'élément clé dans la poursuite d'une reproduction sociale autonome[28]. Liée aux transformations territoriales et économiques évoquées précédemment, la souveraineté politique des fédérations s'est en effet définie plus comme un droit sur l'espace que comme un droit sur les personnes, tandis que l'appropriation par les Shuar de l'idée de nation, volet politique de leur ethnogenèse, a eu pour effet de renforcer leur singularité collective face aux différentes instances de la société nationale et, comme l'a montré Anne-Christine Taylor, de faire émerger un espace possible de confrontation entre ces différents termes (1995, p. 277-278). C'est ce que la plupart des organisations shuar exprimèrent en 2012 en ne participant pas à la consultation populaire de la 11e *Ronda* pétrolière, la qualifiant de *« consulta inconsulta »*, consultation non consultée, une position réitérée en mars 2015 par le comité inter-fédération de Makuma qui avait rassemblé la plupart des organisations amérindiennes de la région, cinq mois avant la prise de Macas.

Parti politique, fédérations ethniques et administrations locales à Taisha

On pourrait multiplier les exemples de confrontations mêlant gouvernement central, élus shuar de Pachakutik, dirigeants des fédérations et franges de la population shuar. Pour comprendre les relations entre ces termes, il convient

27. Il va sans dire qu'une consultation n'est pas en soi la garantie d'un rapport équistatutaire entre organisations indigènes et acteurs de l'industrie pétrolière (gouvernements, multinationales, etc.) et que la représentativité des résultats de la consultation est une affaire délicate. Sur les consultations récentes dans le sud de l'Amazonie équatorienne voir García (2014) et le court-métrage de Tania Laurini *La Consulta inconsulta* (2013).

28. Il faudrait ajouter que, par le passé et encore aujourd'hui, la stratégie des principales fédérations shuar a été d'associer, dans les espaces de dialogues nationaux et internationaux, la revendication de droits collectifs sur un territoire à des considérations écologiques formulées en termes de protection de la nature, qui, si elles sont en partie étrangères aux rapports et représentations des Shuar avec l'environnement, n'en restent pas moins efficaces dans l'arène politique moderne, notamment par la convergence des luttes que cette association rend possible.

désormais d'expliciter la singularité politique d'une région en partie gouvernée par des Jivaros.

Dans les années quatre-vingt-dix Anne-Christine Taylor remarquait qu'en contraste avec la situation des Jivaros du Pérou,

> il est significatif […] que les Shuar n'aient jamais cherché à investir les appareils politiques municipaux et régionaux, et que leur pratique politique soit toujours restée strictement cantonnée à l'arène de la Fédération ou, éventuellement, d'organisations rivales émanant de telle ou telle fraction de la population shuar. (1995, p. 279)

L'importance des fédérations comme dispositifs de médiation avec les instances étatiques et para-étatiques a pendant longtemps retenu l'attention des chercheurs. Mais l'absence des Shuar dans les appareils de l'État-nation n'aura duré qu'un temps : en 2009[29], en plus de l'élection pour la première fois d'un préfet shuar (réélu en 2014) et d'une députée (*idem* en 2014), sept des douze cantons et vingt-huit des cinquante-huit paroisses de la province ont des élus shuar de Pachakutik (MUPP)[30]. Souvent décrit comme le « bras politique » de la CONAIE, le Movimiento de Unidad Plurinational Pachakutik (MUPP) est une coalition de mouvements sociaux créée en 1996 afin de capter des espaces institutionnels de gouvernement et d'encourager l'instauration d'un État plurinational (Becker 2011 ; García 2006). Depuis sa création Pachakutik a pris part aux élections locales et nationales, que ce soit seul ou à travers une alliance avec d'autres partis. En décrire l'histoire et le fonctionnement dans la région nous mènerait bien au-delà du propos de cette chronique. Exposons toutefois deux aspects singuliers de l'installation de Pachakutik dans l'arène politique shuar.

La participation de Shuar dans les appareils de l'État et surtout l'émergence depuis les constitutions de 1998 et de 2008 des gouvernements autonomes décentralisés (GAD) ont entraîné une reconfiguration du pouvoir des fédérations

29. L'année 2009 a marqué un saut quantitatif sans précédent du nombre d'élus shuar à Morona Santiago, mais la présence de Shuar dans les dispositifs de la politique électorale est évidemment antérieure à cette date. Déjà à la fin des années 1990, l'ethnologue finlandaise Marie Perruchon rapportait l'inquiétude de certains colons de la région devant l'investissement shuar des administrations : « Maintenant avec ce Pachakutik cela sera pire. Je ne sais pas ce qu'ils veulent, les Shuar, ils veulent tout contrôler. » (Perruchon 2003, p. 142, notre traduction).

30. Il convient de rappeler que le pays est divisé administrativement en régions (côte, *sierra*, *oriente*), provinces, cantons et paroisses, ces dernières désignant en Équateur des unités administratives laïques. Les provinces sont représentées par un préfet (élu) et des conseillers provinciaux (élus), les cantons par des maires et des conseillers municipaux élus selon la proportion entre paroisses urbaines et paroisses rurales, et les paroisses par un président et des membres (élus) qui forment la junte paroissiale. Pour le canton de Taisha il faut ajouter les niveaux inférieurs issus des structures politiques des fédérations : les associations, intégrées dans les paroisses, sont représentées par des présidents (élus), et les *centros* où sont élus des présidents (zone de la fédération NASHE) ou des syndicats (zone de la fédération FICSH et PSHA). Ces deux niveaux chapeautés par les fédérations tempèrent la maîtrise des gouvernements locaux de l'État sur la reproduction territoriale shuar.

dans la région, et plus généralement de la relation entre ethnicité, territoire et politique publique. Les travaux passés soulignaient le rôle des fédérations comme moteurs de développement économique et relais de l'État auprès des communautés, en même temps qu'une influence des missions chrétiennes dans leurs gouvernances était attestée, au moins pendant les premières années de fonctionnement. Cela était particulièrement vrai pour la fédération NASHE (ex-FIPSE) issue de l'Asociación de Desarrollo Jibaro del Oriente Ecuatoriano crée en 1962 à Makuma avec l'appui des missionnaires évangélistes, et pour la fédération FICSH fondée deux ans plus tard avec les salésiens et perçue dans les années quatre-vingt comme un « organisme d'assistance » plutôt qu'un « instrument de lutte » (Descola 1982, p. 234 ; Santana 1995, p. 73-74). Au début de leur existence les fédérations ont de fait privilégié la négociation avec les divers agents nationaux de développement plutôt que l'affrontement (par exemple Santana 1994, p. 86). Elles étaient alors le passage obligé des jeunes professeurs bilingues désirant se forger un destin de leaders et maîtriser l'intégration de leur territoire dans le giron de l'État républicain. Aujourd'hui, les *unuíkiartin*, les « professionnels » ou *« preparados »* comme on appelle celles et ceux qui ont accès au salariat grâce à une formation scolaire, occupent surtout des charges liées aux circonscriptions électorales étatiques (c'est-à-dire les GAD), tandis que les fédérations sont une des rares structures collectives offrant aux plus talentueux des leaders peu diplômés la possibilité d'exercer sur un vaste espace une fonction politique légalement reconnue.

Avec les gouvernements locaux, une superposition des juridictions territoriales s'est établie et se traduit par une complexification des relations de pouvoir au sein des communautés d'une part, et entre les communautés et l'État d'autre part. Soit dit en passant, c'est évidemment la multiplication des interlocuteurs pouvant prétendre à la représentativité démocratique qui permet aux acteurs de l'industrie des hydrocarbures de trouver des appuis malgré l'opposition des principales fédérations, appuis qui proviennent le plus souvent de petites paroisses où l'atomisation du pouvoir est moins marquée et où les élus aspirent à une meilleure maîtrise des mécanismes de gestion étatique et d'intégration de leurs administrés à la société nationale.

Les autorités provinciales, cantonales et paroissiales entrent en compétition avec les leaders des fédérations pour la captation des fonds de l'État et des ONG et développent leurs activités auprès des *centros* sans passer par les fédérations, devenant les premiers agents de développement socio-économique des communautés. En effet, avec la Constitution de 2008 les moyens financiers des administrations locales (les GAD) ont augmenté en même temps que leurs stratégies de développement intègrent des programmes labellisés « interculturels », fondés sur la reconnaissance des spécificités culturelles de la population (par exemple à travers le financement de projets dits de « médecine ancestrale »). Autrement dit, les circonscriptions électorales sont productrices

d'une intégration territoriale, économique et bureaucratique des unités politiques de base (les *centros*) ainsi que de certains éléments objectivés des savoirs traditionnels et de l'ethnicité shuar. À l'inverse, en l'absence d'une réelle indépendance financière, l'influence des fédérations sur la vie communautaire a diminué et leur gouvernance est désormais très sensible aux politiques des partis, à la faveur parfois d'un repli des fédérations vers des questions de défense des droits collectifs et des affaires que les administrations de l'État ne sont pas encore préparées à gérer (typiquement les affaires de sorcellerie et de vengeance intra-communautaire ou intertribale).

Cependant, à Taisha, cette opposition entre d'un côté une organisation ethnique prise en charge par des leaders shuar supervisant un territoire, une identité ethnique et des droits collectifs, et de l'autre un parti habité par des professionnels de la politique en charge de circonscriptions électorales, de citoyens équatoriens et de droits individuels, n'est pas toujours aussi marquée qu'elle en a l'air. Les frontières entre fédérations, administrations locales et parti politique sont parfois floues. Ainsi, la mobilisation d'août 2015 à Macas était aussi bien partie des bases communautaires que coordonnée par les directions des fédérations, celles des gouvernements locaux de Taisha et des cabinets régionaux du parti Pachakutik. Ces articulations se retrouvent à presque tous les niveaux de la vie politique de Taisha. Par exemple, selon un accord inter-fédération, la désignation des candidatures du parti Pachakutik pour l'élection municipale de Taisha est décidée par les trois fédérations (FICSH, NASHE, NAE [Nacionalidad Achuar del Ecuador]) et leurs bases, d'après un système de rotation qui garantit à chacune des fédérations la possibilité qu'un de ses leaders soit élu. Surtout, si à l'instar des autres partis politiques, Pachakutik remplit sa fonction d'organe de médiation entre la société et le système électoral, pour la majorité des Shuar de Taisha, Pachakutik est moins un parti d'opinion qu'un parti ethnique : *« Shuaraitjai nuinkia pachakutikiaitjai »* (« Je suis shuar, je suis donc pachakutik ») est le lemme que les Shuar formulent souvent à ceux qui les interrogent sur leur participation à la politique électorale, et que l'on retrouve même parfois dans les statuts officiels des fédérations. Un peu comme la traditionnelle couronne de plumes *tawasap* portée par les leaders des fédérations et dont le prix élevé en limite la diffusion, le bandeau de Pachakutik aux couleurs de l'arc-en-ciel se retrouve dans tous les foyers de Taisha ayant une aspiration au pouvoir (avec la différence notable que les femmes aussi peuvent s'en parer).

Les structures régionales du parti deviennent un des dispositifs privilégiés où les factions shuar se définissent et où les leaders des *centros* se livrent de tenaces batailles d'influence. C'est que dans bien des paroisses du canton de Taisha les élections locales se résument souvent à mettre en présence plusieurs candidats du même parti Pachakutik[31]. C'est sans doute cette combinaison quasi

31. Cela ne veut pas dire qu'aucun Shuar ne soit affilié à d'autres partis politiques. Mais l'adhésion à un autre parti que Pachakutik est très rare dans le canton de Taisha – même si

homogène entre parti, ethnie et territoire qui a rendu peu nécessaire aux yeux des dirigeants de Taisha la proposition des Circonscriptions territoriales indigènes (CTI) encadrée par les constitutions de 1998 et 2008 et jugée par de nombreux observateurs comme plus proches des régimes territoriaux amérindiens (voir García 2014, p. 76 ; Ortiz-T. 2015).

Il faut dire que contrairement aux autres provinces de l'Amazonie équatorienne, à Morona Santiago le parti politique Pachakutik est majoritairement composé de Jivaros, reflétant le poids démographique de la population s'auto-identifiant Shuar et Achuar. La singularité de cette association entre un parti politique et un ensemble socioculturel est par exemple beaucoup moins vraie dans la province voisine, Pastaza, où en plus des Métis, vivent des Kichwa, Achuar, Huaorani, Shuar, Shiwiar, Zápara et Andoa. Dans le Pastaza, Pachakutik rivalise avec Alianza País dans la construction d'une identité politique supra-locale, l'un comme l'autre faisant des principes constitutionnels d'interculturalité et de pluri-nationalité leurs principales armes dans les conflits qui ne manquent pas d'émerger des tensions entre une identité politique générique et une ethnogenèse particulière. À l'inverse, l'intérêt des Shuar de Morona Santiago pour Pachakutik, qui par ailleurs s'approprie peu, localement, la figure politique de l'« indigène » *(indígena)*, réside dans le cadre légitime que le parti offre pour amener dans le jeu de la démocratie représentative une identité et capter les richesses de l'État dans une relation avec le gouvernement central qui est avant tout pensée comme ambigüe. Cela ne se fait donc pas en promouvant une autonomie politique séparée de l'État – à la façon, par exemple, de l'EZLN zapatiste (Stahler-Sholk 2007 ; Baschet 2014, p. 31) – mais à travers une autonomie politique liée à la décentralisation et à l'appropriation des pouvoirs du système d'organisation étatique.

Le revers de cette relation apparaît lorsque le gouvernement central interfère directement à l'encontre des organisations locales, outrepassant la décentralisation et diversification des pouvoirs, au nom de l'intégrité nationale. L'attaque militaire ayant entraîné la mort de Bosco Wisum en 2009 ou l'agression policière en janvier 2016 à Makuma en témoignent tragiquement. Ces événements renforcent l'impression pour les Shuar d'être la cible d'un gouvernement central militairement plus puissant qu'eux, qui veut s'approprier coûte que coûte les richesses des minorités, asymétrie et personnification de l'État que le présidentialisme exacerbé du régime républicain équatorien renforce très certainement. De même, dédier sans leur accord une partie de leurs terres à l'exploitation pétrolière

cela va peut-être changer au fur et à mesure que la stratification sociale gagnera du terrain. Dans la vallée de l'Upano, en plus d'une présence des partis de droite, la stratégie d'anciens partisans de Pachakutik, ennemis du préfet Chumpi et devenus proches d'Alianza País, a été de créer en 2014 le parti politique « Etsa », du nom d'un personnage issu du corpus mythologique jivaro.

ou minière au nom du « développement social » ou du « bien commun » (« Le pétrole finance l'État qui finance les infrastructures »), leur semble souvent être, peut-être à juste titre, une manœuvre discursive destinée à camoufler les intérêts de secteurs particuliers qui vivent de l'exploitation des terres et de la force de travail des autres – les multinationales, les riches des grandes villes, etc. Il faut dire que les Shuar, à l'instar d'autres groupes sociaux désolidarisés du pays par le passé, ont historiquement été mis à l'écart de tout « intérêt général », quand ils n'ont pas été déclarés les ennemis du « progrès de la Nation » par les puissances étatiques et financières (l'épisode de la guerre du Cenepa étant à ce niveau-là l'impulsion d'un changement, voir Taylor 1995).

Le développement économique comme réforme sociale

On comprend dès lors l'importance de la construction de la route Ebenezer-Makuma-Taisha et le rôle décisif du préfet Pachakutik : ils démontrent la capacité des leaders Shuar de mener à bien un projet de développement collectif selon leurs propres termes. C'est ce que le soulèvement d'août 2015 voulait défendre et ce que les réquisitions des pelleteuses de janvier 2016 rendaient possible.

Mais de quel projet de développement parle-t-on exactement ? Il serait bien entendu trop long d'aborder la question dans toute sa complexité, surtout qu'il existe dans la région une grande variété de points de vue qui sont loin de se résumer aux seuls programmes des partis politiques, et que l'application des plans de développement dans les communautés suit rarement les prédictions des ingénieurs. Restons-en alors à ce que proposent le préfet et les leaders locaux de Pachakutik qui ont œuvré à la construction de la route à Taisha et qui sont, de fait, une des principales forces de transformation sociale dans la région.

Dans un recueil de textes académiques publié en 1999 et dédié à l'exploitation pétrolière, Marcelino Chumpi (l'actuel préfet) en appelait à une « inculturation du Marché » (p. 28) pour les Shuar afin que ces derniers s'approprient les mécanismes d'extraction de richesse propre à l'économie de marché[32]. La politique économique des institutions provinciales et cantonales pour le Transkutukú

32. Dans cet ouvrage, intitulé *Explotación petrolera y minera en los territorios shuar: problemas y posibles planteamientos*, Marcelino Chumpi, qui venait d'obtenir une licence de sociologie, imagine un système d'exploitation pétrolière et minière selon des principes de réciprocité entre les institutions (État, entreprise, fédération). Il propose pour cela de faire des fédérations les entités responsables de la planification, de la gestion et de la redistribution des activités d'extraction d'hydrocarbures en territoire shuar, tout en appelant de ses vœux l'envoi d'étudiants shuar dans les écoles d'ingénierie en génie pétrolier. Tout cela, dit-il dans l'introduction, dans le but de permettre « un développement soutenable qui sauvegarde l'environnement et sa biodiversité et de fournir à la population de meilleures conditions de vie et de lui assurer la possibilité de vivre ses valeurs culturelles […], en même temps que [cela l'] ouvre au dialogue interculturel et à la coresponsabilité du bien commun » (Chumpi 1999, p. 4, notre traduction).

reprend sur certains points cette idée. Elle valorise une production orientée vers l'exportation – promouvant ainsi les valeurs d'échange sur les valeurs d'usage – sans toutefois vouloir remplacer la production de subsistance ni compromettre l'autonomie de l'économie domestique, ce que par contre font craindre les forages pétroliers dans la région en mettant en péril terres agricoles et rivières. Elle promeut aussi les échanges fondés sur une logique mercantile par l'extension d'activités touristiques ou de commerces au sein même des espaces publics des *centros*. Cela passe, par exemple, par l'incitation à faire des marchés pendant les fêtes des communautés plutôt que de valoriser la générosité ou l'hospitalité, ou à se demander s'il faut mettre en vente ou non la bière de manioc pendant ces fêtes[33]. Un autre aspect des transformations souhaitées concerne directement la propriété terrienne. Au nom de l'autonomie économique des maisonnées, quelques dirigeants commencent à explorer la possibilité légale de changer dans les communautés les titres de propriété collectifs en titres de propriété individuels, s'opposant radicalement sur cet aspect aux leaders des fédérations. Bref, alors que la Révolution citoyenne voit dans la « lutte contre la pauvreté » une homogénéisation des conditions de vie, occultant dans un même temps l'asymétrie des formes de relation impliquées dans ses programmes de redistribution, les élus locaux affirment une originalité culturelle qu'ils imaginent imperméables aux conséquences des transformations économiques.

Mais pourquoi ces transformations, surtout promues par les élus éduqués des gouvernements locaux, ne sont-elles pas perçues par la majorité de la population comme une tentative d'acculturation ? D'abord, parce qu'il ne s'agit pas bien sûr de devenir colon ou métis mais, comme le répétait le préfet à chaque inauguration d'un nouveau tronçon de route, de parvenir à les battre à leur propre jeu, la généralisation des échanges marchands dans les villes étant souvent perçue comme la clef de la réussite matérielle des colons. C'est que la solidarité collective shuar, en tant que nation, est moins produite par le constat d'une condition sociale et économique commune ou par la distribution de droits abstraits, que par le partage d'une langue, d'une vision de l'histoire, d'un patrimoine culturel singulier et, surtout, par des souverainetés politiques productrices de différences plutôt que d'inclusion.

Ensuite, les élus de la région placent l'autogestion, le prestige communautaire et la cohésion sociale au cœur des processus de développement économique qu'ils souhaitent mettre au service de l'ensemble de la communauté, même si souvent les mécanismes implantés se trouvent être *in fine* au service d'un enrichissement de certaines unités familiales plutôt que d'autres. Dans la pratique, l'idéologie communautaire entre souvent en conflit avec l'individualisme

33. Les transformations économiques actuelles au sein des communautés shuar sont examinées dans la thèse de Natalia Buitrón Arias (2016).

soutenu par l'autonomie de l'unité domestique et un complexe rituel visionnaire centré sur la production de destins personnels singuliers.

Enfin, il faut tenir compte de la nature des rapports entre communautés (les *centros*) et administrations territoriales (les GAD). Dans une région où l'atomisation du pouvoir politique était encore il n'y a pas si longtemps la règle, les élus n'exercent pas une autorité indiscutable sur leur circonscription, ils composent et négocient avec les leaders communautaires qui eux-mêmes ne peuvent exercer d'autorité sur les familles qui composent les *centros* au seul prétexte d'occuper une charge politique.

Toutefois, les élus et autres fonctionnaires jouent souvent le jeu de la décentralisation des pouvoirs d'État. Ils acquièrent à travers les dispositifs de « responsabilisation[34] » qui régissent l'action publique de nouvelles obligations auxquelles ils leur semblent de plus en plus difficile d'échapper, quand ils ne trouvent pas dans leur manipulation des avantages stratégiques de coercition[35]. Un des effets de ces dispositifs tels qu'ils sont appropriés par les élus est de renforcer le contrôle des gouvernants sur les gouvernés et de susciter chez les élus une volonté de pouvoir plutôt que de prestige, pour reprendre une distinction classique de l'anthropologie politique (Sahlins 1972). Au lieu que ce soient les élus qui doivent démontrer leur loyauté envers les villageois – comme cela est constamment rappelé aux autorités communautaires – ce sont les villageois qui devraient être reconnaissants envers leurs élus pour les biens qu'ils reçoivent d'eux, puisque ce sont eux qui, de par leurs diplômes, gardent la main haute sur les richesses des administrations étatiques et gèrent les difficultés de leur répartition. La dissociation entre élus et villageois, en grande partie due à la spécialisation désormais bien installée des charges politiques des GAD au profit des seules personnes diplômées, se fait ainsi plus prégnante dans les administrations territoriales de l'État que dans les fédérations où une dynamique de déconcentration de l'exercice des fonctions d'autorité semble à l'œuvre. À travers la figure du chef pourvoyeur de biens installé dans les appareils de gestion des affaires publiques, il y a donc le risque, déjà remarqué ailleurs en Amazonie (par exemple Alès 2007 ; Erazo 2010), que celui-ci se consacre à donner du sens aux politiques étatiques et aux idéologies économistes plutôt qu'aux formes sociales autochtones.

Autrement dit, dans les transformations que connaît actuellement la région de Transkutukú et dont la construction de la route vers Taisha est la réalisation et le symbole les plus significatifs, plusieurs contradictions apparaissent : d'une part, entre la volonté de promouvoir une autonomie économique et politique

34. Au sens de l'anglais *accountability*.

35. Comme souvent lors de processus de décentralisation des appareils de pouvoir de l'État, cela s'exprime par des formes locales de clientélisme qui, dans la région, ne sont pas forcément moralement disqualifiées.

vis-à-vis des exigences de l'État central, et l'appropriation d'une pratique de gouvernement fondée sur l'économie politique et des modes de gestion bureaucratique qui reproduisent une logique d'interdépendance au profit des instances garantes du développement économique ; d'autre part, entre la promotion d'une cohésion communautaire, afin de faire face notamment au pouvoir de désolidarisation des acteurs économiques étrangers, et la promotion de modes de production et d'échange fondés sur des mécanismes d'extraction de valeur qui renforcent au sein des communautés une stratification socio-économique et des relations inégalitaires.

À l'heure où le devenir de la Révolution citoyenne est incertain, l'avenir des autonomies territoriales shuar dans un Transkutukú traversé de routes dépendra sans doute de l'orientation que prendront les résolutions des nombreuses contradictions évoquées dans cette chronique. *

* Manuscrit reçu en mai 2016, accepté pour publication en octobre 2016.

Références citées

Alès Catherine
2007, « "Le goût du miel" : le nouvel ordre politique dans l'Amazonie vénézuélienne et la participation yanomami », *Journal de la société des américanistes*, 93 (1), p. 227-255.

Baschet Jérôme
2014, « Autonomie, indianité et anticapitalisme : l'expérience zapatiste », *Actuel Marx*, 56 (2), p. 23-39.

Bjureby Erika
2006, *The political ecology of indigenous movements. A case study of the Shuar people's struggles against the oil industry in the Ecuadorian Amazon*, thèse de doctorat, département de Géographie, King's College, Londres.

Becker Marc
2011, *¡Pachakutik! Indigenous movements and electoral politics in Ecuador*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham.

Bretón Víctor
2013, « Etnicidad, desarrollo y "buen vivir". Reflexiones críticas en perspectiva histórica », *European review of Latin American and Caribbean studies*, 95, p. 71-95.

Bretón Víctor et Diego Milos
2014, « Développement, ethnicité et "ethnophagie" dans les Andes septentrionales (Équateur) », *Actuel Marx*, 56 (2), p. 62-73.

Buitrón Arias Natalia
2016, *The attraction of unity: power, knowledge, and community among the Shuar of Ecuadorian Amazonia*, thèse de doctorat, département d'Anthropologie sociale, London School of Economics and Political Science, Londres.

Chicaiza Gloria
2010, *El enclave minero de la Cordillera del Cóndor*, Acción Ecológica, Quito.

Chumpi Marcelino
1999, *Explotación petrolera y minera en los territorios Shuar. Problemas y posibles planteamientos*, Abya-Yala, Quito.
Comité Ecuménico de Proyectos (CEP)
2003, *El Oriente es un mito*, Abya-Yala/CEP/GTZ/PICCSA, Quito.
Colajanni Antonino
1984, « Prácticas chamánicas y cambio social. La muerte de un hechicero achuar: hechos e interpretaciones », *in* Michael F. Brown (éd.), *Relaciones interétnicas y adaptación cultural entre Shuar, Achuar, Aguaruna y Canelos Quichua*, Abya-Yala, Quito, p. 227-249.
Descola Philippe
1981, « From scattered to nucleated settlement: a process of socioeconomic change among the Achuar », *in* Norman E. Whitten (éd.), *Cultural transformations and ethnicity in Ecuador*, University of Illinois Press, Urbana, p. 614-646.
1982, « Ethnicité et développement économique : le cas de la Fédération des centres shuar », *in* GRAL (éd.), *Indianité ethnocide indigénisme en Amérique latine*, Éditions du CNRS, Paris-Toulouse, p. 221-237.
1983, « Apropriación de la tierra entre los Achuar », *América Indígena*, 43 (2), p. 299-318.
Erazo Juliet S.
2010, « Constructing Indigenous Subjectivities: Economic collectivism and identity in the Ecuadorian Amazon », *Development and change*, 41 (6), p. 1017-1039.
Escobar Christian
2012, *Ecología política del extractivismo: las perspectivas de la explotación de cobre en la provincia de Zamora Chinchipe*, thèse de master, département d'Études sociales et globales, Université Andina Simón Bolívar, Quito.
Espinosa Oscar
2009, « ¿Salvajes opuestos al progreso?: aproximaciones históricas y antropológicas a las movilizaciones indígenas en la Amazonía peruana », *Anthropologica*, 27 (27), p. 123-168.
Figueroa Isabela
2006, « Indigenous peoples versus oil companies. Constitutional control within resistance », *Revista internacional de Direitos Humanos*, 3 (4), p. 48-79.
GAD Municipal del cantón Taisha
2015, *Plan de desarrollo y ordenamiento territorial del cantón Taisha*, Taisha.
García S. Fernando
2006, « De movimiento social a movimiento político: el caso del Movimiento de Unidad Plurinacional Pachakutik – Ecuador », *in* Fabiola Escárzaga et Raquel Gutiérrez (éd.), *Movimiento indígena en América Latina: resistencia y proyecto alternativo*, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, Puebla/Casa San Pablo, México, p. 214-230.
2014, « Territorialidad y autonomía, proyectos minero-energéticos y consulta previa: el caso de los pueblos indígenas de la Amazonía ecuatoriana », *Anthropologica*, 32 (32), p. 71-85.

Grunwald Philipp, Johannah Scheu et Alexandra Almeida
2006, « Bloque 24: Burlington resources incorporated (BR-EE.UU.) », *in* Adolfo Maldonado et Alexandra Almeida (éd.), *Atlas Amazónico del Ecuador. Agresiones y resistencias 2*, Acción Ecológica/CONAIE, Quito.
Germani Alfredo
1981, Lettre à Juan Bottasso du 23 septembre 1981, Sucúa, manuscrit non publié.
Israel Pamela E.
1985, « Dalla "jivaria" al "centro shuar". Modernizzazione dello spazio domestico nell'Amazzonia ecuadoriana », *La Ricerca Folklorica*, 11, p. 53-60.
Jimbicti Pandama Teresa
2004, *El petróleo en la región amazónica: el bloque 24 y los derechos colectivos en la Nacionalidad Shuar*, thèse de master droits indigènes et ressources hydrocarburifères, FLACSO, Quito.
Kingman Santiago
2005, « Minería o conservación en la Cuenca del Nangaritza », *in* Javier Ponce y Erika Hanekamp (éd.), *¿Quién conspira contra el ambiente?*, Abya Yala/Comité Ecuménico de Proyectos (CEP), Quito, p. 59-83.
Kuhn Rosie
2011, *No todo lo que brilla es oro. Conflictos socio ambientales alrededor de dos proyectos de minería a gran escala en el Ecuador*, thèse de master d'études latinoaméricaines, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito.
Larrea Julián et Tania Laurini
2010, *Por qué murió Bosco Wisum*, Lluvia Comunicación, 32 min.
Latorre Sara et Stalin Herrera
2013, « Gobernar para extraer: dinámica del conflicto en el gobierno de Rafael Correa », *in* Stalin Herrera, Paola Sánchez, Pablo Iturralde et Sara Latorre (éd.), *¿A quién le importa los guayacanes? Acumulación, gobierno y conflictos en el campo*, IEE-CDES, Quito, p. 109-185.
Laurini Tania
2013, *La Consulta inconsulta*, Lluvia Comunicación, 21 min.
López Acevedo Victor
2003, *« Nuestras necesidades no son nuestras debilidades »: gestión de conflictos socioambientales y defensa de derechos de los pueblos indígenas del centro sur de la Amazonia ecuatoriana*, thèse de master en sciences sociales, FLACSO, Quito.
López Acevedo Victor, Isabela Figueroa, Mario Melo, Paulina Garzón, Gina Chávez et Norman Wray
2002, *Firmes en Nuestro Territorio FIPSE vs ARCO*, CONAIE/FLACSO/CDES, Quito.
López Carlos S.
2008, *From the household to the community: A resource demand and land-use model of indigenous production in Western Amazonia*, thèse de doctorat, Département de philosophie, University of Texas, Austin.
Mader Elke
1999, *Metamorfosis del poder. Persona, mito y visión en la sociedad Shuar y Achuar (Ecuador, Perú)*, Abya-Yala, Quito.

Mancheno Susy
2011, *Desarrollo y minería en el Ecuador. Un análisis del derecho de participación en el Proyecto Mirador*, thèse de master de droits humains et démocratie en Amérique Latine, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito.
Mancheno Napolitano, José C. Torres et Carlos Z. Zeas
1984, *Carretera: San José-Tukupi-Evenezzer-Cuchaenza-Macuma-Taisha*, thèse de licence en génie civil, Universidad de Cuenca, Cuenca.
Martínez Abarca Mateo
2011, *El cascabel del Gatopardo. La revolución Ciudadana y su relación con el movimiento indígena*, FLACSO, Quito.
Martínez Novo Carmen
2011, « Etnodesarrollo en la "Revolución Ciudadana" en Ecuador: avances, ambigüeda des y retrocesos », *in* Pablo Palenzuela et Alessandra Olivi (éd.), *Desarrollo y etnicidad en los Andes*, Universidad de Sevilla, Sevilla, p. 173-200.
2014, « Managing diversity in postneoliberal Ecuador », *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 19 (1), p. 103-125.
Moncayo Dalia, Selva Abad, Hector Cueva, Julio Padilla et Aulo Navarrete
1987, *Monografía de la provincia de Morona-Santiago*, Dirección provincial de educación de Morona Santiago, Macas.
Ortiz-T. Pablo
2011, « Capitalismo extractivo, minería y derechos: ¿pueden cohabitar? », *Iconos. Revista de ciencias sociales*, 15, p. 11-23.
2015, « El laberinto de la autonomía indígena en el Ecuador. Las circunscripciones territoriales indígenas en la Amazonía Central, 2010-2012 », *in* León Zamosc (coord.), *Latin American and Caribbean ethnic studies*, 10 (1), p. 60-86.
Pellizzaro Siro
1978, *Iwianch'. Mitologia*, Mundo shuar, Sucúa.
Perruchon Marie
2003, *I am Tsunki. Gender and shamanism among the Shuar of western Amazonia*, Acta Universitatis Upsaliensis, Uppsala.
Ponce de Leon Catalina
2011, *Citizenship rights and articulations of indigenous resistance in the Ecuadorian extractive frontier*, thèse de master, Development studies, York University, York.
Ponce García Andrea
2013, « Ecología Política y minería a gran escala. Estudio de caso del proyecto "Mirador", Ecuador », *in* Gian Carlo Delgado Ramo (éd.), *Ecología política del extractivismo en América Latina: casos de resistencia y justicia socioambiental*, CLACSO, Buenos Aires, p. 233-251.
Rédaction du Journal de la société des américanistes
2009, « Répression officielle de mouvements de protestation indigène en Amazonie péruvienne », *Journal de la société des américanistes*, 95 (1), p. 212.
Restrepo Guzmán Marco T.
1992, *Estado, actores y conflicto social en la Amazonia: el caso de Morona Santiago (1940-1992)*, thèse de master en sciences sociales, FLACSO, Quito.

Rubenstein Steve L.
2001, « Colonialism, the Shuar Federation, and the Ecuadorian state », *Environment and planning D: society and space*, 19 (3), p. 263-293.
Rudel Thomas K., Bruce Horowitz et Tuntiak Katan
2013, « Amerindian livelihoods, outside interventions, and poverty traps in the Ecuadorian Amazon », *Rural sociology*, 78 (2), p. 167-185.
Sagal Luna Yakir et Blanca Hernández
2015, « Geopolítica del neoextractivismo: espacialidad estatal y clasificación de la resistencia en el sureste de Ecuador », *Pacarina del Sur* [en ligne], 24 (6), HYPERLINK "http://www.pacarinadelsur.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1175&catid=14&Itemid=31" §, consulté le 16/01/2017.
Sahlins Marshall
1972, *Âge de pierre, âge d'abondance : l'économie des sociétés primitives*, Gallimard, Paris.
Santana Roberto
1994, « Las autonomías étnicas en Ecuador: ambigüedades y perspectivas », *Caravelle*, 63, p. 75-90.
1995, *¿Ciudadanos en la etnicidad? Los indios en la política o la política de los indios*, Abya-Yala, Quito.
Stahler-Sholk Richard
2007, « Resisting neoliberal homogenization: the Zapatista autonomy movement », *Latin American perspectives*, 34, p. 48-63.
Taylor Anne-Christine
1981, « La riqueza de Dios: los achuar y las misiones », *in* Norman E. Whitten (éd.), *Globalización y cambio en la amazonía indígena*, Abya-Yala, Quito, p. 116-143.
1995, « Les Shuar et le mouvement indien équatorien dans le contexte de la guerre », *Journal de la société des américanistes*, 81 (1), p. 275-283.
Vallejo Ivette
2014, « Petróleo, desarrollo y naturaleza: aproximaciones a un escenario de ampliación de las fronteras extractivas hacia la Amazonía suroriente en el Ecuador », *Anthropologica*, 32 (32), p. 115-137.
Wasserstrom Robert
2010, *Roads, oil and native people: a controlled comparison on the Ecuadorian frontier*, texte présenté au Latin American Studies Association, Toronto, octobre 2010.